

Le protectionnisme qui consiste à protéger les intérêts économiques sur son propre territoire et de ses entreprises pour un Etat pourrait se substituer à la mondialisation comme modèle de libre-échange commercial et financier si l'on en voit la guerre commerciale entre le Président Trump et Xi Jinping (entre la hausse de 25% de produits chinois et les accusations d'espionnage industriel du groupe Huawei). Pour d'autre, l'Union Européenne mène depuis longtemps une politique protectionniste sur ses produits agricoles vis-à-vis des pays émergents. Enfin, le multilatéralisme régi par des institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce ou le Fonds Monétaire International serait menacé par le discours isolationniste du président américain.

Pourtant, le retour à un protectionnisme portant sur les biens et services serait dommageable pour la Triade qui a mené à une forte interdépendance de l'économie et où on assiste désormais à une échange mondialisé de pièces et non plus de produit fini. Les économies américaine et chinoise sont des marchés interdépendants et la dette américaine est possédée majoritairement par des chinois, ce qui rend peu probable une rupture totale de leurs échanges. Le protectionnisme portant sur le taux de change quant à lui n'a pas réellement connu d'abandon puisque les Etats-membres de l'Union Economique et monétaire les Etats peuvent dévaluer ou non leur monnaie. Enfin, les marchés financiers sont loin de pouvoir être soumis aux principes protectionnistes étant donné leur nature globalisée et l'assouplissement récent de leurs régulations.

Le protectionnisme demeure toutefois une revendication politique si l'on réserve le Brexit, l'AFD en Allemagne, l'extrême droite en Italie et en France. Cette politique économique s'explique par l'existence de gagnants et de perdants de la mondialisation (Giles) le sentiment d'inégales "capacités" (Amartya Sen) et d'un accroissement de inégalités pour 20% de français en 2016 qui renforcent le repli sur soi, qui est un facteur parmi d'autres de la volonté d'un retour du protectionnisme.